

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**Mission de coordination en matière de Sécurité et
Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble
des opérations menées sur le périmètre de l'EPA
Euroméditerranée**

SOMMAIRE

PRESENTATION DE L'OPERATION EUROMEDITERRANEE	
ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	4
1.1 Nature des travaux	4
1.1.1 Opérations de démolition, de construction et de réhabilitation de superstructures	4
1.1.1.1 Bâtiments d'Habitation	4
1.1.1.2 Bâtiments relevant du code du travail	4
1.1.1.3 Bâtiments recevant du public	4
1.1.1.4 Installations classées pour la protection de l'environnement	5
1.1.2 Opérations d'aménagements	5
1.2 Périmètre d'intervention	5
ARTICLE 2 –OBJET DE LA MISSION DE COORDINATION SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	5
ARTICLE 3 - NATURE ET DOMAINE D'INTERVENTION	6
3.1 - Nature de la mission coordination « Sécurité et Santé »	6
3.2 - Domaine d'intervention	6
3.3 - Application à nos opérations	7
ARTICLE 4 – DESIGNATION DU COORDONATEUR	7
ARTICLE 5 – DEFINITION DES MISSIONS	7
5.1 - Modalités générales	7
5.2- Missions en phase Concours de Maitrise d'œuvre	8
5.3- Missions en phase Conception	8
5.3.1 Phase AVP ou Phases Esquisse / phase diagnostic –APS - APD	8
5.3.2 Phase PRO et DCE	9
5.4 - Missions en phase réalisation	10
5.4.1Phase préparation de chantier -Préparation des interventions des entreprises	10
5.4.2 Phase Direction de l'Exécution des Travaux	11
5.4.3 Phase Réception des Travaux	11
5.5 - Mission de coordination inter chantier	12
5.5.1 – Rappel de la réglementation	12
5.5.2 – contenu de l'élément de mission	12
ARTICLE 6 - PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	13
6.1 - Rappel de la réglementation	13
6.2 - Contenu du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé	13
6.3 - Remise de Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé	14
6.3.1 - Acceptation du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé	14
6.3.2 - Rejet du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé	14
6.3.3 - Délai de recours	14
6.3.4 - Délais en cas de sous-traitance	14
6.4 - Respect des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé	15
ARTICLE 7 - INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES SUR SITE	15
7.1 - Rappel de la réglementation	15
7.2 - Application à nos opérations	15
ARTICLE 8– TRAITEMENT DES DECHETS	15
ARTICLE 9- INTERFERENCES AVEC LES OPERATIONS PROCHES	16
9.1 - Rappel de la réglementation	16

9.2 - Contenu de l'élément de mission _____	16
ARTICLE 10- ACCES AU CHANTIER _____	16
10.1 - Rappel de la réglementation _____	16
10.2- Liste des personnes autorisées _____	16
10.2.1 - Personnel des entreprises _____	17
10.2.2 - Consultation de la liste des personnes autorisées _____	17
10.3 - Contrôle d'accès _____	17
ARTICLE 15 – AUTORITE DU COORDONNATEUR _____	17

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) s'applique aux prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice de la mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs, au sens de l'article 2 de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

Ces prestations peuvent concerner :

- Des opérations de démolition ;
- De construction ou de réhabilitation de bâtiments ou d'ensemble des bâtiments, de Génie civil en élévation (ouvrage d'art tel que passerelle, pont, etc.) ;
- Des opérations d'aménagement d'espaces publics (Infrastructure, aménagement de parc, de places, etc...).

1.1 Nature des travaux

1.1.1 Opérations de démolition, de construction et de réhabilitation de superstructures

Par démolition est entendu : déconstruction d'une structure, éventuellement précédée de désamiantage.

Par opérations de superstructure est entendu : construction neuve, réhabilitation, en site vide d'occupation ou en site occupé, opérations de génie civil en élévation, ou encore bassin de rétention enterré.

Les opérations de démolitions, de construction ou de réhabilitation pourront porter sur toute catégorie de bâtiments.

1.1.1.1 Bâtiments d'Habitation

On y inclut les résidences individuelles, accolées, en bande et résidences collectives.

On compte 4 familles distinctes selon les caractéristiques que régit la réglementation de sécurité incendie.

Famille	Nature de l'habitation	Particularités	Nombre d'étages ou hauteur (1)
1ère	Individuelle	Isolée ou jumelée	$\leq R + 1$
		En bande à structures non indépendantes	$R + 0$
		En bande à structures indépendantes	$R + 1$
2ème	Individuelle	Isolée ou jumelée	$> R + 1$
		En bande à structures non indépendantes	$R + 1$
		En bande à structures indépendantes	$> R + 1$
2ème	Collective	-	$\leq R + 3$
3ème A	Collective	Distance porte palière de logement / accès escalier ≤ 7 m. Escalier atteint par voie échelle	$\leq R + 7$ $H \leq 28$ m
3ème B	Collective	Une des conditions ci-dessus non respectée ou $> R + 7$	$H \leq 28$ m
4ème	Collective	-	$28 \text{ m} < H \leq 50 \text{ m}$

1.1.1.2 Bâtiments relevant du code du travail

Sont concernés des usines, des bureaux, des entrepôts de stockage, lieux de travail du personnel.

Le règlement de sécurité qui les régit est le code du travail. Il distingue 2 catégories :

- Plancher haut < 8 m ;
- Plancher haut > 8 m.

1.1.1.3 Bâtiments recevant du public

Il s'agit de tout bâtiment ou enceinte (même à ciel ouvert) accueillant du public.

Ils sont régis par l'arrêté **du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)** pour les établissements de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie) et de l'**Arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions**

complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pour les établissements dits de 5^{ème} catégorie.

1.1.1.4 Installations classées pour la protection de l'environnement

Sont concernés les bâtiments relevant du code du travail ou recevant du public, mais qui du fait de leurs caractères particuliers peuvent porter atteinte à l'environnement, font l'objet de règles de sécurité plus contraignante que les bâtiments dits standards.

Ex : chaufferie de plus de 2MW, parking de plus 1000 véhicules.

Les opérations visées concernent la démolition de bâtiments ou d'ensembles de bâtiments ainsi que leurs excroissances éventuelles, de réseaux privés connexes, terrassements, évacuation des matériaux et de toutes opérations liées à la mise en sécurité des chantiers et à la protection des immeubles riverains.

La mission intègre également la mise en sécurité du lieu avec un aménagement provisoire et un confortement des bâtiments voisins si nécessaire.

1.1.2 Opérations d'aménagements

Les missions porteront sur des opérations d'aménagement menées par l'EPAEM.

Ces opérations concernent :

- Aménagements de trottoirs – voiries ;
- Places publics ;
- Parcs urbains ;
- Ouvrage de soutènements ;
- Réseaux ;

1.2 Périmètre d'intervention

Les missions porteront sur des opérations relatives à l'ensemble du périmètre Euroméditerranée.

Les plans (périmètre et sous-secteurs) sont disponibles en **Annexe 1**.

ARTICLE 2 –OBJET DE LA MISSION DE COORDINATION SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE

Le présent cahier des charges a pour objet de définir un ensemble de prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice de la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS).

2.1 Réglementation générale

La loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et les décrets d'application n°94-1159 du 26 décembre 1994 et n°2003-68 du 24 janvier 2003 définissent l'organisation de la sécurité sur les chantiers de bâtiment et de génie civil. Ils stipulent en particulier l'intégration de la sécurité dès la phase de conception, y compris pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Ces deux décrets sont repris dans le code du travail, présenté ci-après. Une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs doit être organisée pour tout chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

C'est-à-dire qu'un coordonnateur doit être désigné par le maître d'ouvrage pour toute opération de bâtiment ou de génie civil impliquant plus d'une entreprise ou d'un travailleur indépendant (sauf dans le cas d'opérations entreprises par un particulier pour un usage personnel où c'est le maître d'œuvre ou, à défaut, un entrepreneur qui assure la coordination). Le coordonnateur doit être désigné dès "le début de la phase d'élaboration de l'avant-projet.

2.2 Catégories d'opérations

Les opérations de bâtiment et de génie civil sont classées en trois catégories :

- **1° catégorie** : Volume des travaux supérieur à 10 000 hommes / jour et où le nombre d'entreprises est supérieur à 10 pour les opérations de bâtiment et à 5 pour les opérations de génie civil (y compris les travailleurs indépendants et les sous-traitants).
- **2° catégorie** : Volume des travaux compris entre 500 et 10 000 hommes/jour soit 4000 heures, ainsi que toute opération d'un volume supérieur à 10.000 hommes / jour soit 80.000 heures et où le nombre d'entreprises est inférieur à 10 pour les opérations de bâtiment et à 5 pour les opérations de génie civil (y compris les travailleurs indépendants et les sous-traitants).
- **3° catégorie** : Volume des travaux inférieur à 500 hommes/jour, chantier clos et indépendant, présence de 2 entreprises, volume de travaux inférieur à 500 hommes/jours et non inscrit sur la liste des travaux à risque particuliers (article L 4532-8 du Code du Travail), dans le cas contraire passer au Niveau 2.

Dans le cadre de cette loi et du décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994, pris pour son application, le Coordonnateur S.P.S. :

- 1) Veille à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention,
- 2) Élabore et applique le Plan Général de Coordination (PGC)
- 3) Constitue le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)
- 4) Tient le Registre Journal de coordination (RJ)
- 5) Organise la sécurité sur le chantier

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est obligatoirement exercée par une personne physique compétente au sens du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 codifié à l'article R. 4532-23 à R.4532-29 du Code du Travail nommément désignée par le titulaire de l'accord cadre, cette personne est désignée sous le nom de coordonnateur SPS.

ARTICLE 3 - NATURE ET DOMAINE D'INTERVENTION

3.1 - Nature de la mission coordination « Sécurité et Santé »

La mission confiée au Coordonnateur S.P.S. s'exerce par référence au Code du Travail et à l'ensemble des textes réglementaires relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers de construction de bâtiments, notamment :

- À la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiments et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs,
- Au décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé,
- Au décret n° 65-48 du 8 Janvier 1965 relatif aux mesures de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux de bâtiment.
- Au décret n° 92-158 du 20 Février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

3.2 - Domaine d'intervention

La mission confiée au Coordonnateur S.P.S. porte sur la totalité des études et des travaux liés à l'opération pour laquelle il aura reçu un bon de commande.

Pour ces opérations l'intervention du Coordonnateur SPS est prévue en phase concours de maîtrise d'œuvre, phase de conception et/ou de réalisation. En phase de réalisation, le Coordonnateur intervient pendant toute la durée des travaux.

Dans le délai fixé par le marché, à partir de la notification de commencement des prestations, le Coordonnateur définit et propose au maître d'ouvrage les modalités pratiques de coopérations entre les différents intervenants. Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document qui sera joint aux dossiers de consultation des entreprises puis à leur marché.

3.3 - Application à nos opérations

Compte tenu de ses caractéristiques **nos opérations pourront être de 1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie.**

ARTICLE 4 – DESIGNATION DU COORDONATEUR

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est obligatoirement exercée par une personne physique compétente au sens du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 codifié à l'article R. 4532-23 à R.4532-29 du Code du Travail nommément désignée par le titulaire du marché, cette personne est désignée sous le nom de coordonnateur SPS.

A l'émission de chaque bon de commande, le contractant aura l'obligation de proposer une personne physique et un suppléant dont les compétences en matière de coordination SPS doivent être à minima de :

- Niveau 1 : pour les opérations de catégorie 1 ou les missions relatives à la Coordination inter chantier – coordonnateur SPS de ZAC ;
- Niveau 2 : pour les opérations de catégorie 2 ou 3.

Sur proposition du contractant, le maître d'ouvrage valide et désigne le coordonnateur SPS titulaire et son suppléant, ou les récuse si la personne physique désignée n'est pas titulaire des attestations de compétence requises et de l'expérience nécessaire au regard de l'importance de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique désignée si elle n'exerce pas sa mission conformément à ses obligations réglementaires ou contractuelles.

ARTICLE 5 – DEFINITION DES MISSIONS

5.1 - Modalités générales

Le Coordonnateur S.P.S. peut, au titre de sa mission et du fait de l'autorité que le Maître d'Ouvrage lui délègue dans le domaine, imposer à l'ensemble des intervenants dans l'opération - Maître d'Œuvre, entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants - toutes consignes nécessaires au respect des règles de sécurité et de protection de la santé définies dans le Code du Travail, aux fins précisées à l'article L. 235-3 dudit Code.

Dans le cadre de la mission qui lui incombe, le coordonnateur SPS veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention du code du travail qui sont applicables, afin de prévenir les risques liés aux coactivités simultanées ou successives dans la réalisation de l'ouvrage et les risques liés aux interventions sur l'ouvrage.

D'une manière générale, pour l'exercice de ses prestations, il appartient au coordonnateur de rédiger, reproduire et diffuser les documents qu'il est appelé à concevoir dans le cadre de sa mission.

Le coordonnateur devra intégrer l'ensemble des sujétions liées aux situations sanitaires impactant ses missions.

Par ailleurs, l'EPAEM développe sur son périmètre d'intervention une démarche BIM / CIM concernant aussi bien les opérations immobilières privées que les espaces publics ou encore les nouveaux équipements. Cette démarche s'appuie sur le format IFC et vise à automatiser les calculs des référentiels éco-cité et éco-quartier en particulier. Le CIM explore de nouveaux usages R&D (inondabilité, îlots de chaleur urbain et nature en ville). Un socle numérique territorial centralise l'ensemble des maquettes numériques des différents projets. Chaque donnée peut être partagée ou visualisée à l'échelle du territoire, du quartier ou du bâtiment. L'innovation réside dans la mise en place d'une

méthodologie transversale entre les différentes parties prenantes. Il sera demandé au coordonnateur SPS de s'inscrire dans cette démarche.

Aux fins précisées à l'article L 235-3 du code du travail et pour le compte du maître de l'ouvrage, et conformément à l'article R238 du code du travail, le coordonnateur SPS accomplit les missions suivantes.

5.2 - Missions « Phase Concours de Maitrise d'œuvre »

En complément des dispositions des articles R. 238-16 à R. 238-19 du Code du Travail définissant les missions du coordonnateur, les précisions suivantes sont apportées : En phase concours de maîtrise d'œuvre, le coordinateur analyse les projets des candidats.

Les missions consistent à :

- Participer aux travaux de la commission technique chargée d'analyser pour le jury les projets des candidats du concours de maîtrise d'œuvre.
- Examiner et rédiger un avis relatif à chacune des 4 esquisses présentées : Le coordonnateur remettra au représentant du maître d'ouvrage une analyse de chaque projet au regard des dispositions de SPS, complété d'un tableau de synthèse regroupant les remarques sur les projets analysés. Cette analyse détaillée et circonstanciée exposera notamment les points sur lesquels le CSPS estime qu'il y a lieu de modifier les projets et pourquoi. L'attention du CSPS est attirée sur le fait que le maître de l'ouvrage s'appuiera notamment sur cette analyse pour mettre au point le marché avec le candidat qui sera retenu à l'issue de la procédure ; et que l'engagement contractuel du maître de l'ouvrage et du groupement de maîtrise d'œuvre, dans le cadre d'un prix global et forfaitaire, se formalise à ce stade de l'opération. Le CSPS s'attachera donc à produire un rapport exhaustif de telle manière que le maître de l'ouvrage ne soit pas contraint de bouleverser l'économie du marché de maîtrise d'œuvre à la suite des remarques formalisées par le CSPS au cours des phases ultérieures de l'opération

5.3 - Missions « Phase Conception »

En phase conception, le coordonnateur analyse le projet et évalue les risques inhérents.

Sa mission consiste en la réalisation des prestations suivantes.

5.3.1 en AVP ou phases Esquisse / phase diagnostic –APS - APD

Le coordonnateur SPS doit :

- Ouvrir, dès la signature du contrat ou la notification du marché, un registre - journal de la coordination SPS, le renseigner au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après ouverture et après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa.
- Organiser l'inspection des lieux avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'exploitant sur le site intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
- Avec ce ou ces responsables, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS procède à une inspection des lieux, visant à :
 - délimiter le chantier ;
 - matérialiser les zones de dangers spécifiques ;
 - préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins ;
 - définir, pour les chantiers non clos et indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration du personnel ;
 - arrêter les consignes de sécurité.
- Participer aux réunions organisées pour l'opération et être destinataire de tous les comptes rendus.
- Émettre, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre- journal dont l'analyse des risques pour les futurs travaux.
- Veiller à ce que la demande de renseignements faite par la maîtrise d'œuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existants sur l'emprise et à proximité du projet ait été faite.

- Analyser les risques identifiables liés à chaque intervention ultérieure, à partir de la liste des interventions ultérieures et des documents d'esquisse remis au coordonnateur SPS, demander les dispositions prévues par le maître d'œuvre pour réaliser ces interventions et suggérer des possibilités d'aménagement. Par exemple :
 - Nettoyage des surfaces vitrées en élévation ;
 - Nettoyage des surfaces vitrées en toiture ;
 - Accès en couverture - moyens d'arrimage ;
 - Possibilité de mise en place de garde-corps ou à défaut de filets en couverture ;
 - Chemins permanents de circulation pour interventions fréquentes en couverture ;
 - Entretien des façades, moyens d'arrimage et de stabilité des échafaudages ;
 - Ravalements des halls de grande hauteur ;
 - Accès aux cabines d'ascenseurs ;
 - Accès aux canalisations en galerie technique ;
 - Accès en vide – sanitaire.
- Demander les diagnostics réalisés et suggérer au maître d'œuvre des investigations complémentaires.
- S'assurer que le maître d'ouvrage a établi la déclaration préalable au moment du dépôt de permis de construire et la transmise aux organismes concernés.
- Être destinataire des dossiers avant-projet sommaire et éventuellement permis de construire.

A la fin de l'AVP ou durant la phase APD pour les missions de superstructure, le contrôleur doit :

- Participer aux réunions organisées pour l'opération et être destinataire de tous les comptes rendus.
- Être destinataire du dossier avant-projet définitif.
- Suite à sa participation aux réunions et à la consultation des dossiers, émettre des observations ou propositions et analyser les dossiers, qu'il va consigner dans le registre - journal.
- Émettre un avis sur les préconisations du maître d'œuvre suite aux analyses, aux diagnostics complémentaires.
- Compléter le registre - journal de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa.
- Rendre un avis complet reprenant ces éléments à la fin de chaque phase (Esq ou DIAG/APS/APD) en cas d'opération de superstructure ou la fin de l'AVP dans les autres cas de figure.

5.3.2 en phase PRO et DCE

Le coordonnateur SPS doit :

- Veiller que suite à la demande de renseignements réalisée par la maîtrise d'œuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existant sur l'emprise et à proximité du projet, les réponses aient été prises en compte dans l'élaboration du projet, afin de pouvoir communiquer les informations aux entreprises dans le DCE.
- Participer aux réunions, qu'elles soient organisées par le maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre y compris aux éventuelles réunions de coordination inter chantier.
- Proposer au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage d'intégrer dans les choix techniques les dispositions de prévention relatives à la construction et aux interventions ultérieures.
- Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations communes de chantier et mentionner, dans le PGC, leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur le chantier.
- En application des principes généraux de prévention, donner priorité aux protections collectives sur les protections individuelles.
- Prévoir, chaque fois que l'opération le permet, la mise en commun de moyens (levage, échafaudages, etc.).
- Élaborer le PGC suite à l'inspection des lieux et à partir de la remise de l'avant-projet définitif, le compléter aux différentes phases de l'opération et établir la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation.
- Le PGC initial fait partie du dossier de consultation remis aux entreprises.
- Demander au maître de l'ouvrage et analyser un dossier de consultation d'entreprises complet (Plans, CCTP, CCAP, DPGF) afin de s'assurer, dans les pièces écrites, de l'intégration des préconisations acceptées par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et de la cohérence des pièces écrites et du PGC.
- Émettre un avis, sur demande du maître d'ouvrage, dans le cas où les offres des entreprises comporteraient des modes opératoires et variantes ayant une influence sur la sécurité du chantier.

- Élaborer un projet de règlement du CISSCT, avec notamment des mesures coercitives pour les entreprises qui ne participeraient pas, qui est intégré dans le DCE.
- Compléter le registre - journal de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa.
- Établir un projet de DIUO et la liste des éléments nécessaires à fournir par les entreprises.
- Participer à l'élaboration du calendrier contractuel d'exécution fait par l'OPC et veiller à la prise en compte des risques liés aux co-activités simultanées et/ou successives.
- Réaliser une passation de consignes avec le coordonnateur de réalisation si le coordonnateur conception est différent du coordonnateur réalisation, notifiée par un procès-verbal et mentionnée sur le registre journal. Une copie sera transmise au maître d'ouvrage.

Il devra également :

- Participer en tant que de besoin à toutes les réunions utiles organisées par la maîtrise d'ouvrage et le maître d'œuvre, il examine et rédige un avis relatif aux dossiers AVP ou APS/PC, APD et PRO ;
 - ✓ Analyser les différents documents de conception qui lui sont transmis par le Maître d'Ouvrage et formuler toutes remarques utiles en matière de sécurité et de protection de la santé ;
 - ✓ Analyser les différents documents d'organisation et de planification du chantier qui lui sont transmis par le Maître d'Ouvrage, en particulier les documents établis par le maître d'œuvre, et formuler toutes remarques utiles en matière de sécurité et de protection de la santé

Le Coordonnateur S.P.S. s'assure dès les études de conception de l'ouvrage, de la coopération des différents intervenants dans l'acte de construire et avertit sans tarder le Maître de l'Ouvrage de toute difficulté rencontrée dans l'accomplissement de sa mission.

Il est associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation de l'ouvrage, et a en particulier accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre. Il est destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées par celui-ci.

Afin de faire appliquer les mesures qu'il jugera utiles dans le cadre de ses missions, le Coordonnateur S.P.S. informera le maître d'œuvre, et les entreprises en s'adressant directement à leur représentant :

- À l'occasion des réunions ordinaires ;
- À l'occasion d'une réunion extraordinaire déclenchée à cet effet ;
- Par courrier ;
- Par courrier électronique.

Il transmettra au maître de l'ouvrage toute observation et proposera toute mesure qu'il estimera nécessaire au respect des règles de sécurité et de protection de la santé.

5.4 - Mission « Phase Réalisation »

En phase de réalisation, les missions du coordonnateur sont définies par les articles R. 238-17 à R. 238-25 du code du Travail. Sa mission consiste en la réalisation des prestations suivantes :

5.4.1 pendant la préparation de chantier -Préparation des interventions des entreprises

Le coordonnateur SPS doit :

- Effectuer les visites préalables avec toutes les entreprises ;
- Suite à la visite préalable du site et à la validation des dispositions avec le maître d'œuvre communiquer aux entreprises :
 - Les consignes de sécurité arrêtées ;
 - L'organisation des premiers secours en cas d'urgence ;
 - La description du dispositif mis en place à cet effet.
- Ces dispositions sont consignées dans le PCG ou la notice ;
- S'assurer de la mise en œuvre des mesures de contrôle d'accès ;
- Mettre à jour la déclaration préalable ;

- Organiser entre les différentes entreprises, y compris les sous-traitants, qu'elles se trouvent ou non présentes sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles, des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci à **une inspection commune**, au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ;
- Recevoir des entreprises titulaires ou sous-traitantes leur PPSPS. Ces dernières disposent de 8 jours suivant la réception de leur contrat pour établir ce document préalable au démarrage des travaux ;
- Communiquer, après transmission des informations par le maître d'ouvrage, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir, les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
- Transmettre à chaque entrepreneur qui le demandera les PPSPS établis par les autres entrepreneurs ;
- Communiquer obligatoirement dans le cas d'opération de construction de bâtiment aux autres entrepreneurs, les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers ;
- Vérifier, à réception des PPSPS, leur conformité avec les dispositions du PGC et si nécessaire, procéder aux adaptations du PGC ou faire modifier les PPSPS pour les rendre conformes au PGC ;
- Tenir à jour et diffuser les modifications du PGC aux divers intervenants, en cours de chantier ;
- Compléter le registre - journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa ;
- Une copie du document pourra être disponible sur le chantier ;
- Le RJ sera présenté à leur demande aux organismes concernés ;
- Participer aux réunions organisées pour l'opération et être destinataire de tous les comptes rendus ;
- Émettre, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre – journal ;
- Veiller à ce que les risques dus à la co-activité des entreprises soient pris en compte lors des mises à jour des plannings de travaux ;
- Donner un avis sur le calendrier d'exécution prévisionnel ;
- Organiser la mise en place un contrôle d'accès sur le chantier.

5.4.2 pendant Direction de l'Exécution des Travaux

Le coordonnateur SPS doit :

- Assurer une présence régulière sur le chantier et notamment :
- Participer aux réunions organisées par le maître d'œuvre ;
- Participer aux visites de chantier, en présence du maître d'œuvre, des entreprises ;
- Présider le CISSCT, constitué par le maître d'ouvrage au plus tard 21 jours avant le début des travaux et rédiger les PV des réunions du CISSCT qui auront lieu au moins tous les 3 mois. L'adoption du règlement du CISSCT par toutes les entreprises peut être réalisée lors de la première réunion effective qui a lieu dès lors qu'il y a deux entreprises sur le chantier. L'ensemble des entreprises sera donc convié à cette réunion ;
- Transmettre le PV au maître d'ouvrage au maître d'œuvre aux entreprises et à leur CHSCT ;
- Compléter le registre - journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa ;
- Compléter le DIUO et notamment collecter les notices des installations ;
- Au cours des visites du chantier, veiller à l'application correcte des mesures de coordination SPS qui ont été définies dans le PGC ou les PPSPS ainsi que les procédures de travail qui interfèrent ;
- Donner un avis sur la mise à jour du calendrier ;
- S'assurer que les observations de coordination SPS sont reprises dans les comptes rendus des réunions de chantiers.

5.4.3 pendant la Réception des Travaux

Le coordonnateur SPS doit :

- Remettre la dernière version du PGC au maître d'ouvrage afin qu'il le conserve pendant 5 ans.

- Finaliser le DIUO, en collaboration avec le maître d'œuvre.
 - Lors de la réception avec réserve des travaux, le Coordonnateur doit remettre au Maître d'Ouvrage un Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage provisoire, qu'il actualisera au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
 - Lors de la réception sans réserve de l'ensemble de l'opération, ou lors de la levée de la dernière réserve (lorsque la réception a été prononcée avec réserves), le Coordonnateur doit remettre au Maître d'Ouvrage un Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage définitif synthétisant l'ensemble des DIUO provisoires.
- Le DIUO devra, notamment comporter 5 parties :
 - Les renseignements administratifs ;
 - Les fiches relatives aux interventions (par intervention, par lieu d'intervention, par corps d'état) ;
 - Les documents annexés (éléments du DOE, plan d'accès et de circulation, etc.) ;
 - Le bordereau des documents non joints ;
 - Les PV des transmissions du DIUO au coordonnateur SPS réalisation, si différent du coordonnateur SPS conception et au maître d'ouvrage.
- L'ensemble de ces documents sera répertorié sur un bordereau.
- Un PV de transmission est joint au dossier remis. Si le DIUO n'est pas complet, il remet un DIUO provisoire, en indiquant la liste des pièces manquantes (le DOE et les notices des entreprises étant à remettre au maître d'œuvre au plus tard dans le mois suivant la réception sans réserve ou la dernière levée de réserve).
- Compléter et faire viser le registre journal et le conserver pendant 5 ans.

Pour l'exercice de ses prestations, il appartient au coordonnateur de rédiger, reproduire et diffuser les documents qu'il est appelé à concevoir dans le cadre de sa mission.

Présence sur le chantier : quel que soit l'état d'avancement du chantier, le coordonnateur assurera une présence sur le site pendant les phases travaux d'au minimum de 2 visites par semaine pendant le chantier et plus si nécessaire. Une de ces visites coïncidera avec la réunion de chantier à laquelle il assistera. Il établira un compte rendu hebdomadaire à l'attention du représentant du maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre. Des visites inopinées seront prévues en fonction de l'avancement des travaux.

5.5 - Mission de coordination inter chantier – coordonnateur SPS de ZAC

5.5.1 – Rappel de la réglementation

Le Coordonnateur SPS de ZAC s'inscrit dans la continuité de l'article Article L4531-3 du code du travail :

Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.

Afin de contribuer au fonctionnement et aux bons échanges entre maîtres d'ouvrage et les CSPS présents en même temps ou successivement dans la zone il peut être mis en place une mission de coordination entre maîtres d'ouvrage prise en charge par EUROMEDITERRAEE les entreprises doivent respecter le cahier des prescriptions de chantier spécifique à chaque îlot. la mission de coordination SPS de l'aménageur répond aux exigences du décret du 26.12.1994 n° 94-1159 article R.238.18 4°.

5.5.2 – contenu de l'élément de mission

Contenu des tâches liste non exhaustive :

- Assurer et faire adopter l'application des principes généraux de prévention ;
- Mise au point et rédaction d'un PGCSPPS de ZAC en collaboration avec l'aménageur
- Vérifier la coordination des opérations successives ou simultanées des maîtres d'ouvrage dans la ZAC ;
- Analyse des plannings des chantiers ;
- Analyser les conventions inter-chantiers ;
- Analyse des PIC de chantier devant être tenu à jour par un pilote de ZAC ;
- Repérer les zones critiques et zones à risques particulier ;

- Vérification des risques liés à la gestion des zones de superposition et de conflits ;
- Analyser et vérifier les mesures protections de chantier ;
- Veiller à la bonne circulation des usagers et des travailleurs dans le quartier et à la signalétique divers, des accès aux différents chantier ;
- Organiser et animer mensuellement des cellules de concertation et de coordination inter chantier et rédiger des comptes rendus ;
- En phase de chantiers, effectuer des visites de site hebdomadaires et rédiger les PV
- Etc.

ARTICLE 6 - PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

6.1 - Rappel de la réglementation

Avant le début de son intervention, chaque entreprise doit adresser, au Coordonnateur S.P.S., un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (article L 235-7 du Code du Travail).

Le Coordonnateur S.P.S. doit harmoniser les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) et les intégrer dans le Plan Général de Coordination (P.G.C.) (article L 238-23 du Code du Travail).

Le Coordonnateur S.P.S. doit transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) établis par les autres entrepreneurs.

Les entreprises sous-traitantes doivent également élaborer des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

6.2 - Contenu du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

L'article R 238-31 du Code du Travail prévoit que :

I) le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé mentionne les nom et adresse de l'entrepreneur, il indique l'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier, il précise, le cas échéant, les nom et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

II) le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé comporte obligatoirement et de manière détaillée :

1°) - les dispositions en matière de secours et d'évacuation et notamment :

- a) les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
- b) l'indication du nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
- c) l'indication du matériel médical existant sur le chantier ;
- d) les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves.

Lorsque ces dispositions sont prévues par le Plan Général de Coordination (P.G.C.) en matière de sécurité et de protection de la santé, mention peut être faite du renvoi à ce plan.

2°) - les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés au personnel, en application notamment des dispositions du décret n° 65-58 du 8 janvier 1965. Il mentionne pour chacune des installations prévues leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

III - le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier. A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le

Coordonnateur et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne en les distinguant :

1°) - les mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques spécifiques découlant :

- a) de l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;
- b) des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses.

2°) - la description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article L. 236-6.

3°) - les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Lorsqu'il ressort du Plan Général de Coordination et de l'analyse préalable des risques menés par l'entreprise qu'une ou plusieurs des mesures mentionnées au présent III n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue à l'article L.235-6, l'entrepreneur en fait mention expresse sur le plan.

6.3 - Remise de Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

La remise des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doit s'effectuer obligatoirement après la visite préalable du chantier et avant l'intervention de l'entreprise sur le chantier.

6.3.1 - Acceptation du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Le Coordonnateur S.P.S. dispose d'un délai de quatorze (14) jours, à compter de la date de remise par l'entrepreneur du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé pour accepter ce document, l'harmoniser et l'intégrer au Plan Général de Coordination (P.G.C). La décision du Coordonnateur, motivée en cas de rejet, doit être notifiée par écrit à l'entrepreneur avec copie au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre. Cette notification est consignée le jour même dans le Registre-Journal.

L'acceptation du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé vaut autorisation d'intervention de l'entreprise sur le chantier (*sous réserve de la notification préalable de l'ordre de service prescrivant le début des travaux*).

6.3.2 - Rejet du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Le rejet par le Coordonnateur du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé établi par une entreprise doit être motivé lors de la notification de la décision du Coordonnateur en faisant référence précisément aux dispositions du Plan Général de Coordination auxquelles il contrevient. De plus la décision de rejet doit comporter obligatoirement une mention précisant qu'en l'absence du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé accepté, l'intervention sur le chantier de l'entreprise est interdite.

Une copie de la décision de rejet est adressée par le Coordonnateur S.P.S. au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre. Les éléments ci-dessus doivent être consignés au Registre-Journal.

6.3.3 - Délai de recours

En cas de rejet de son plan Particulier de Santé et de Protection de la Santé, l'entreprise dispose d'un délai de quatorze (14) jours calendaires à compter de la date de notification de la décision motivée de rejet. Le Coordonnateur doit consigner les éléments ci-dessus dans le Registre-Journal.

6.3.4 - Délais en cas de sous-traitance

Les délais indiqués dans le présent article sont applicables également aux entreprises sous-traitantes.

6.4 - Respect des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé

Le Coordonnateur S.P.S. doit autoriser l'intervention sur le chantier, des seules entreprises disposant d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé accepté.

Le Coordonnateur S.P.S. doit veiller au respect des procédures de travail prévues dans les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) et pouvant interférer sur les mesures de coordination de sécurité et de santé.

ARTICLE 7 - INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES SUR SITE

7.1 - Rappel de la réglementation

Selon l'article R 238-18 du Code du Travail, le Coordonnateur S.P.S. doit tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :

A - Procéder avec les responsables des activités proches à une inspection commune visant :

- A matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir ;
- A préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux ;
- A définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels.

B - Communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier :

- Les consignes de sécurité arrêtées avec les responsables des activités proches et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

7.2 - Application à nos opérations

A chaque changement significatif de l'emprise du chantier, le Coordonnateur S.P.S. devra arrêter avec le maître d'œuvre, les limites du chantier, les voies d'accès à celui-ci et toutes les mesures et dispositions susceptibles d'interférer sur les conditions de sécurité et de santé du personnel des entreprises et autres intervenants de l'opération.

Par ailleurs, le coordonnateur doit également établir, à chaque changement significatif de l'emprise du chantier, un plan de prévention permettant de réduire les risques liés au maintien de la circulation et de l'accès aux avoisinants, y compris les chantiers environnants. Il devra proposer les mesures et dispositions nécessaires à la sécurisation des circulations existantes et à conserver pendant toute la durée du chantier.

Les dispositions arrêtées lors de chaque inspection commune seront consignées dans le Registre-Journal.

ARTICLE 8- TRAITEMENT DES DECHETS

8.1 – Déchets dangereux dont amiante

En phase conception le coordonnateur devra prendre des connaissances des documents produits et de soumettre ses observations au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

Cela concerne le diagnostic de repérage fourni par un prestataire extérieur au Maître d'Ouvrage, l'avant-projet et projet, dans lequel sont proposés les méthodes d'extraction des matériaux dangereux.

En préparation de chantier, le coordonnateur émettra ses observations sur le plan de retrait de l'entreprise concernée et veillera pendant la phase travaux que les dispositions prises par l'entreprise concernant la sécurité et la santé des travailleurs et des riverains soient respectées.

8.2 Déchets non dangereux

En phase études, le coordonnateur, après avoir pris connaissance de l'audit déchet, doit échanger avec le maître d'œuvre afin de définir les modalités de gestion des déchets comme le choix du mode de tri.

Il définit également dans son PGC les conditions d'installation en fonction des contraintes de gestion des déchets.

En phase de préparation,

Il vérifie que les entreprises ont bien pris en compte dans leur organisation de chantier les contraintes de gestion des déchets.

Participe à la mise au point de l'installation de chantier avec les entreprises et le maître d'œuvre.

En phase de travaux,

Il assure le suivi de l'organisation de chantier et du respect des mesures de sécurité prises concernant le traitement des déchets sur le plan de la sécurité et protection de la santé.

ARTICLE 9- INTERFERENCES AVEC LES OPERATIONS PROCHES

9.1 - Rappel de la réglementation

Selon l'article L 235-10 du Code du Travail, le législateur a prévu que « lorsque sur un même site, plusieurs opérations de bâtiments ou de génie civil doivent être conduites dans un même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter, afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions ».

9.2 - Contenu de l'élément de mission

Dans le cadre de sa mission, le coordonnateur devra se rapprocher du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre afin de recueillir les informations sur les chantiers en interférence, lui permettant d'exercer au mieux sa mission de protection de la santé et sécurité des travailleurs.

ARTICLE 10- ACCES AU CHANTIER

10.1 - Rappel de la réglementation

Selon l'article R 238-18 (6°) du Code du Travail, le Coordonnateur S.P.S. prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

10.2- Liste des personnes autorisées

Le Coordonnateur S.P.S. doit établir et tenir à jour, avec le Maître de l'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et les entreprises, la liste nominative des personnes pouvant accéder au chantier.

Cette liste comprend à priori :

- Les représentants du Maître de l'Ouvrage dont les noms et qualité auront préalablement été communiqués par écrit au Coordonnateur,
- Les représentants du Mandataire du Maître de l'Ouvrage dont les noms et qualité auront préalablement été communiqués par écrit au Coordonnateur,
- Les représentants de l'équipe de maîtrise d'œuvre, désignés obligatoirement par écrit, par le Maître de l'Ouvrage,
- Les représentants des autres prestataires, désignés obligatoirement par écrit par le Maître de l'Ouvrage ou son mandataire,

- Les employés des entreprises titulaires des marchés publics de travaux ou de fournitures passés par le maître d'ouvrage, sous réserve des dispositions du 12-2-2 ci-après,
- Les employés des entreprises sous-traitantes ou les travailleurs indépendants, sous réserve de leur agrément préalable par le maître de l'ouvrage et des dispositions du 12-2-2 ci-après,
- Les fournisseurs et prestataires des entreprises titulaires ou sous-traitantes, déclarés préalablement et par écrit au Coordonnateur.

Pour les fournisseurs, la présentation préalable d'un bon de commande signé par un responsable identifié de l'entreprise sera considéré comme suffisante pour autoriser l'accès du chantier. Sauf accord express du Maître de l'Ouvrage, aucune autre personne ne sera autorisée à pénétrer sur le chantier.

10.2.1 - Personnel des entreprises

Les entreprises titulaires ou sous-traitantes agréées devront établir la liste de leurs employés autorisés à accéder sur le chantier avec nom, prénom, qualification et dates de signature et d'expiration du contrat de travail. Cette liste sera communiquée au Coordonnateur S.P.S., au Maître d'Œuvre et au Maître de l'Ouvrage ou son mandataire.

10.2.2 - Consultation de la liste des personnes autorisées

Cette liste pourra être consultée sans délai par l'inspecteur du travail.

10.3 - Contrôle d'accès

Un contrôle des accès devra être organisé. Le Coordonnateur S.P.S. doit définir les dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier et les faire appliquer.

ARTICLE 11 – AUTORITE DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur SPS fait part de ses observations via le registre journal de coordination.
L'ensemble des observations est visé par les intervenants concernés.

S'ils ne sont pas présents sur le chantier au moment de l'observation, le coordonnateur la transmet par mail avec accusé de réception qui doit lui être retourné visé.

Le maître d'ouvrage est destinataire, par mail avec accusé de réception ou par tout autre moyen approprié, de toutes les observations portées au registre journal.

Dans le cas de non prise en compte de ses observations, le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage par écrit, qui fera appliquer les dispositions qu'il jugera nécessaire.

En cas d'anomalie constatée en matière de coordination sécurité et de protection de la santé, le coordonnateur SPS procède, à une remarque verbale aux intervenants concernés présents, et mentionne l'observation dans le registre journal qu'il transmet aux intervenants et au maître d'ouvrage pour visa. Si le problème persiste, le coordonnateur propose au maître d'ouvrage de procéder à un arrêt partiel ou total du chantier, aux frais et risques du contrevenant.

Le coordonnateur SPS ne dispose d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard des différents intervenants et du personnel de l'établissement en exploitation où ont lieu les travaux, sauf si mention expresse dans son contrat et notamment dans les cas suivants :

- **En cas de risques graves et immédiats**, mettant en cause la vie des intervenants sur le chantier, des riverains, des usagers ou du personnel de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, le coordonnateur aura autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques ou pour interdire l'usage de matériels présentant des risques (engins de levage par exemple). Le coordonnateur précisera sur le registre journal :
 - La date et l'heure de sa décision ;
 - Le type de travaux, la zone ou le matériel concernés ;

- Les raisons de sa décision.

Cette décision sera confirmée au responsable de l'entreprise et au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception.

L'entreprise informera le coordonnateur SPS et le maître d'ouvrage, par écrit, des mesures prises pour faire cesser cette situation.

- **Lorsqu'une personne non autorisée** (sous-traitant non déclaré, entreprise n'ayant pas participé à l'inspection commune ou fourni un PPSPS, personne n'intervenant pas sur le chantier ...) est présente sur le chantier, le coordonnateur SPS a autorité pour lui faire quitter l'enceinte du chantier et le mentionne dans le registre journal.
- **En cas de co-activités réputées dangereuses dans le même lieu**, tels que :
 - L'opération de retrait d'amiante et tous autres travaux ;
 - L'utilisation de produits inflammables et le travail avec source d'inflammation ;
 - Des travaux de VRD à proximité de travaux en façade ;
 - La pose de charpente et couverture et tous autres travaux à l'aplomb ;
 - Des travaux dégageant des poussières ou des travaux de projection et tous autres travaux ;
 - La pose de ragréage ou revêtement de sol et tous autres travaux ;
 - L'essai de fonctionnement d'installations techniques (électricité, ventilation, chaufferie) et tous autres travaux à proximité immédiate.

Cette liste pourra être complétée suite à l'analyse préalable des risques de l'opération.

Le coordonnateur SPS a autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques et le mentionne dans le registre journal.

Dans ces cas, une copie du registre journal pour visa est transmise immédiatement au maître d'ouvrage et au responsable de l'entreprise concernée, par tous les moyens appropriés.

La notification de ces arrêts est consignée au registre-journal.

Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage et ses représentants, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Le coordonnateur SPS a la faculté d'organiser toutes réunions qu'il juge utiles avec les différents intervenants. Le maître d'ouvrage devra systématiquement être informé.

En cas de litige entre le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre, une entreprise ou l'utilisateur de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, c'est le maître d'ouvrage qui arbitrera.

Le maître d'ouvrage doit informer les autres intervenants de l'autorité conférée au coordonnateur SPS.

ANNEXE – Plans

OPERATIONS SOUS MOA EUROMEDITERRANEE



Périmètre Euromed II- Voir détails page suivante

Station refoulement Mirabeau
Etat d'avancement : en chantier dès le 26/04
MOE : Ingerop

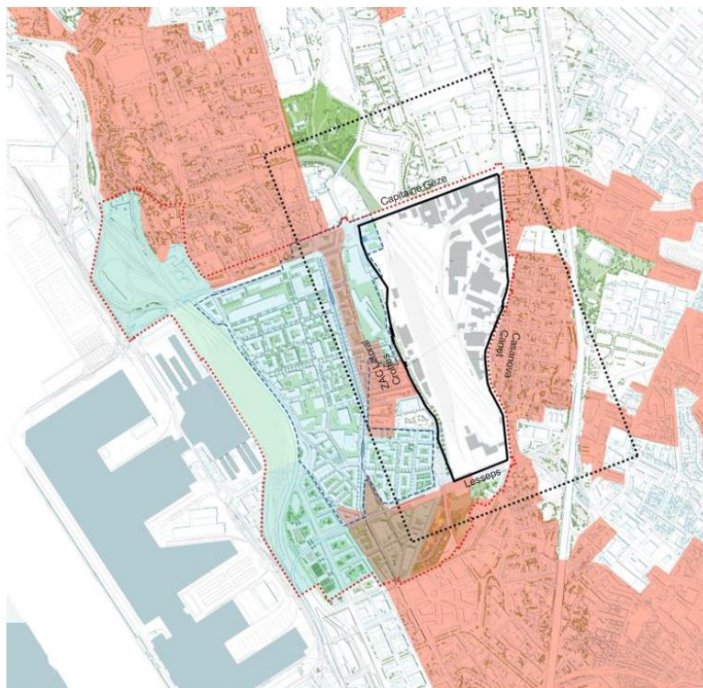
Espaces Publics Arenc
Etat d'avancement : en chantier sur Arenc Nord/ en réception sur
Arenc centre
MOE : Stoa-Egis

Démolition Montolieu
MOE : en cours de consultation

Espaces Publics St Charles
Etat d'avancement : lancement de la consultation pour travaux
Montée de l'Université fin 2021
MOE : Alfred Peter-Ingerop-Stoa

Espaces Publics rue Mazenod
Etat d'avancement : analyse des offres Travaux en cours pour
démarrage travaux en septembre 2021
MOE : Stoa-Egis

Périmètre EUROMED 2



----- Périmètre Euromed 2

----- Périmètre ZAC Littorale

----- Secteur Aygalades-Canet –
études amont

Opérations d'espaces publics et superstructures sur la ZAC Littorale

Espaces Publics Regualification Cap Pinède-Place Gêze
Etat d'avancement : AVP rendu fin Janvier, objectif démarrage travaux en 2022
MOE : Ingerop-Desvignes-Stoa

Groupe Scolaire Les Fabriques

Etat d'avancement : APS en cours – lancement AO fin 2021

Espaces Publics Les Fabriques

Etat d'avancement : PRO rendu, DCE à venir sur Phase1, objectif démarrage T4 2021
MOE : Ilex - Egis

Espaces Publics Vintimille-Cazemaïou

Etat d'avancement : AVP à démarrer en Mai, objectif démarrage travaux mi 2022
MOE : Stoa-Artelia



Bassin de rétention Gêze
Etat d'avancement : AVP, démarrage travaux en 2022
MOE : Safege-Artelia

Connexion au PEM Gêze
Etat d'avancement : analyse marchés Travaux en cours
MOE : Ilex - Egis

Espaces Publics Crottes/Zoccola
Etat d'avancement : démarrage des Etudes Préliminaires
MOE : Safege-In Situ

Aménagement provisoire Bachas
Etat d'avancement : en conception-travaux T4 2021

Relais Nature dans le parc Bougainville

Etat d'avancement : en conception

Locaux Lesseps
Etat d'avancement : analyse marchés Travaux en cours

Parc Bougainville
Etat d'avancement : consultation marchés Travaux en cours – démarrage mi 2021

Opérations de démolition

 	Opération démolition en cours (études ou travaux)
 	Opération démolition à venir

Démolition prolongement Villa Oddo

Etat d'avancement : démolition en 2023 après DUP

Démolition linéaire Gêze/Silmani

Etat d'avancement : AVP en cours – lancement AO mi 2021

Démolition ARNAL

Etat d'avancement : démolition mi 2022

Démolition UHU

Etat d'avancement : démolition en 2023

Démolition Atelier C013

Etat d'avancement : lancement opération (diags...) pour démolition 1^{er} sem 2022

Démolition CAZ03-04

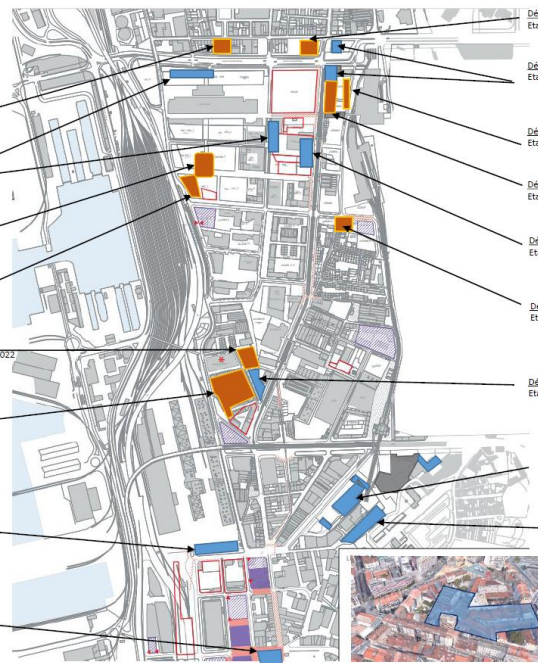
Etat d'avancement : démolition fin 2022

Démolition rue d'Anthoine Phase 2

Etat d'avancement : lancement consultation avant mi 2021

Démolition IGA 3A Arens

Etat d'avancement : lancement opération (diags...) en Mai 2021 pour démolition 1^{er} semestre 2022



Démolition Gêze01
Etat d'avancement : démolition en 2023

Démolition Lyon/Gêze
Etat d'avancement : consultation MOE en cours – démolition prévue fin 2021

Démolition Hanger Petit Train
Etat d'avancement : démolition second semestre 2022

Démolition Lyon01-Lyon02
Etat d'avancement : 2023?

Démolition Paoli/Jci Marseille
Etat d'avancement : AVP en cours – lancement AO mi 2021

Démolition Adoma
Etat d'avancement : démolition fin 2022

Démolition Raobag
Etat d'avancement : démarrage travaux en Avril

Démolition Briancou
Etat d'avancement : lancement consultation Travaux en Avril 2021

Démolition Bougainville Phase 2
Etat d'avancement : lancement consultation MOE en Avril 2021

Démolition Montolieu
MOE : en cours de consultation – démolition 2022

Le ministère chargé du Logement a acté, avec le décret n° 2025-774 du 5 août 2025, l'extension du "périmètre de compétence" de l'EPA à l'ensemble du territoire de la ville de Marseille.